



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ECD/25/99
mettant en demeure le SETOM de l'Eure, situé chemin de Saint-André sur la
commune de Pacy-sur-Eure
en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement**

**Le préfet de l'Eure,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L.541-3 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121 et L.122 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

Vu le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure ;

Vu le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;

Vu l'arrêté préfectoral n°D1-B1-12-084 du 22 février 2012 autorisant le SETOM de l'Eure à exploiter une ICPE sur le territoire de la commune de Pacy-sur-Eure ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 22 octobre 2025 transmis à l'exploitant par courriel en date du 04 novembre 2025, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de remarque par le SETOM de l'Eure sur le projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été transmis par courriel réceptionné le 04 novembre 2025 ;

Considérant que lors de la visite du 22 octobre 2025, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- La distance de 8m d'éloignement des andains de compost avec les limites de site n'était pas respectée sur le dernier andain à l'est du site,
- Des andains de compost avec une hauteur supérieure à 4 m ont été constatés lors de l'inspection (hauteur estimée à 5 m),

Le tableau de suivi par lot présenté par l'exploitant montre que le lot concerné par l'incendie a fait l'objet d'un broyage le 30 juillet, puis de retournements les 30 juillet, 29 août

et 15 octobre. Le tableau de suivi fait apparaître plusieurs défauts significatifs de maîtrise du compostage pour le lot concerné par l'incendie,

- Ce lot n'a pas fait l'objet de relevés de température et d'humidité entre le 29 septembre et la date de l'incendie (20 octobre), alors même qu'il a fait l'objet d'un retournement le 15 octobre et que la procédure de l'exploitant prévoit une mesure de température 3 jours après retournement puis toutes les semaines,
- Ce lot n'a fait l'objet d'aucun arrosage, la pompe habituellement utilisée étant hors service selon l'exploitant.

Considérant que les faits précités constituent le non-respect des prescriptions des articles 1.5.1 et 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2012 sus-mentionné ;

Considérant que ces faits présentent des dangers pour les intérêts protégés mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement et ont pu significativement contribuer à l'incendie survenu sur un andain de compost le 20 octobre 2025 ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure le SETOM de l'Eure de respecter les dispositions réglementaires applicables à ses installations ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de l'Eure ;

ARRÊTE

Article premier :

Le SETOM de l'Eure, dont le siège social est situé VC6, Lieu-dit Saint-Laurent 27930 Évreux Cedex 9, exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement située chemin de Saint-André à Pacy-sur-Eure (27), est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes **dans un délai d'un mois** :

article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2012 sus-mentionné :

*« Sans préjudice des distances d'éloignement mentionnées au chapitre 8.1, l'installation est implantée de manière à ce que les différentes aires de la plate-forme de compostage (réception et stockage des déchets verts, fermentation, maturation, criblage et stockage du compost) soient situées :
- à au moins 8 mètres des limites de propriété du site. [...] »*

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura rétabli cette distance d'éloignement de 8 m entre les andains de compost et les limites du site.

Article 2 :

Le SETOM de l'Eure est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes **dans un délai de 2 mois** :

article 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2012 sus-mentionné :

« Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière, avec aération de la matière obtenue par retournements et/ou par aération forcée. Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées ou stabilisées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines.

A l'issue de la phase aérobie, le compost ou les déchets stabilisés sont dirigés vers la zone de maturation.

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de

maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. Pendant une période transitoire de trois semaines à compter des séquences d'arrosage après constitution ou retournement, cette hauteur pourra atteindre 4 mètres.

L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage.

Les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :

- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot,
- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process,
- dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans.

Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation. »

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura rétabli des hauteurs maximales de 4 m pour les andains de compostage et aura justifié par ses enregistrements dans ses cahiers de suivi de lots du rétablissement d'une gestion conforme des lots en compostage.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8 §II et L.541-3 du Code de l'environnement.

Conformément au dernier alinéa de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture de l'Eure pour une durée de 2 ans.

Article 4 :

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du Code de justice administrative).

Article 5 :

Le présent arrêté est notifié au SETOM de l'Eure, siège social situé VC6, Lieu-dit Saint-Laurent 27930 Évreux Cedex 9.

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Eure pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 :

Le préfet de l'Eure, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- monsieur le maire de la commune de Pacy-sur-Eure,
- l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO)

Fait à Évreux, le **02 DEC. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES